



## Daily News 27 / 10 / 2021

Brussels, 27 October 2021

### **RÉUNION DU COLLEGE : Paquet bancaire 2021 – de nouvelles règles pour renforcer la résilience des banques et mieux les préparer à l'avenir**

La Commission européenne a adopté aujourd'hui une réforme de la réglementation bancaire de l'UE (le règlement sur les exigences de fonds propres et la directive sur les exigences de fonds propres). Ces nouvelles règles feront en sorte que les banques de l'UE deviennent plus résilientes pour parer à d'éventuels chocs économiques futurs, tout en contribuant à la reprise de l'Europe après la pandémie de COVID-19 et à la transition vers la neutralité climatique. Le train de mesures présenté aujourd'hui parachève la mise en œuvre de l'accord de Bâle III dans l'UE. L'UE et ses partenaires du G20 au sein du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire ont conclu cet accord pour rendre les banques plus résilientes face à d'éventuels chocs économiques. Les propositions législatives présentées aujourd'hui marquent la dernière étape de cette réforme de la réglementation bancaire. Le paquet met en œuvre fidèlement [l'accord international de Bâle III](#), tout en tenant compte des spécificités du secteur bancaire de l'UE ; renforce la résilience du secteur bancaire aux risques environnementaux, sociaux et de gouvernance (risques ESG) dans un domaine clé de la [stratégie de la Commission en matière de finance durable](#) ; et offre des outils renforcés aux autorités de surveillance chargées de contrôler les banques de l'UE. Le paquet législatif va maintenant être examiné par le Parlement européen et le Conseil. Un [communiqué de presse](#), des [questions-réponses](#), et une [fiche d'information](#) sont disponibles en ligne. (Pour plus d'informations: Daniel Ferrie – Tél.: +32 229 86500; Aikaterini Apostola – Tél.: +32 229 87624)

### **RÉUNION DU COLLEGE: la Commission décide d'enregistrer une nouvelle Initiative citoyenne européenne ayant trait à la protection de l'environnement**

La Commission européenne a décidé aujourd'hui d'enregistrer une Initiative citoyenne européenne (ICE) intitulée « Call to Action – Environmental protection in all policies » (Appel à l'action - prise en compte de la protection de l'environnement dans toutes les politiques). Les organisateurs de cette initiative demandent à la Commission de présenter une proposition d'acte juridique visant à garantir que les États membres tiennent compte de considérations liées à l'environnement lorsqu'ils adoptent des mesures au niveau national. Cette ICE remplissant les conditions nécessaires, la Commission considère qu'elle est juridiquement recevable. À ce stade, la Commission n'a pas analysé la proposition sur le fond. Pour en savoir plus, le communiqué de presse est disponible [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Christian Wigand - Tél.: +32 229 62253; Katarzyna Kolanko - Tél.: +32 229 63444; Jördis Ferrolí - Tél.: +32 229 92729)

### **Hausse des exportations de l'UE grâce au renforcement de la mise en œuvre et de l'application des accords commerciaux et des règles commerciales mondiales**

En 2020, la mise en œuvre et l'application effectives des accords commerciaux de l'Union européenne (UE) et des règles du commerce international ont permis une augmentation des exportations de l'UE de 5,4 milliards d'euros, ce qui prouve que les efforts de la Commission européenne portent leurs fruits et ont des résultats tangibles allant de l'élimination des obstacles au commerce jusqu'à la lutte contre les pratiques commerciales déloyales, en passant par l'adoption de mesures relatives au commerce et au développement durable. Durant l'année écoulée, la Commission a également mis au point d'autres instruments juridiques visant à renforcer la capacité de l'UE à défendre ses intérêts essentiels et à protéger son autonomie stratégique ouverte. Le premier rapport annuel complet de la Commission sur la mise en œuvre et l'application de la législation commerciale, publié aujourd'hui, décrit les mesures adoptées par la Commission, en coopération étroite avec les entreprises de l'UE, les États membres et les parties prenantes, pour garder les marchés ouverts et veiller à ce que les partenaires commerciaux de l'UE respectent leurs engagements. Il se penche sur quatre axes prioritaires: 1) tirer pleinement parti des débouchés offerts par les accords commerciaux de l'UE; 2) encourager le recours des petites entreprises aux

accords commerciaux; 3) lutter contre les obstacles au commerce; et 4) faire respecter les engagements commerciaux au moyen du règlement des différends. Valdis **Dombrovskis**, vice-président exécutif et commissaire au commerce, a déclaré : « *Une politique commerciale ferme consiste à faire en sorte que nos partenaires respectent leurs engagements et, ce faisant, qu'ils soutiennent directement les entreprises et les emplois européens. Comme le montre ce rapport, nous réalisons de réels progrès sur ces deux fronts. Nous disposons désormais d'un responsable européen du respect des règles du commerce qui s'attache pleinement à faire appliquer et à mettre en œuvre nos accords commerciaux ainsi qu'à veiller à ce que nos PME – clefs de voûte de l'économie européenne – tirent pleinement profit de nos accords commerciaux. Nous dévoilerons prochainement des propositions visant à défendre davantage nos intérêts commerciaux au moyen d'un nouvel instrument anticoercitif.* » Un communiqué de presse est [en ligne](#). (Pour plus d'informations: Miriam Garcia Ferrer - Tél.: +32 229 99075; Sophie Dirven - Tél.: +32 229 67228)

## **Commission publishes state of play on unfair trading practices rules for agri-food supply chain**

Today, the Commission published the [report](#) on the state of play of the transposition and implementation of the unfair trading practices (UTPs) Directive, covering the 16 Member States that notified complete transposition to the Commission by July 2021. Adopted in April 2019, the [Directive](#) aims at protecting farmers, farmers organisations and other weaker suppliers of agricultural and food products against stronger buyers. The report shows that the 16 Member States generally followed the approach of the Directive. A majority of them went beyond the minimum protection level for farmers and small agri-food businesses established in the Directive. Most Member States have extended the Directive's list of unfair trading practices (UTP) or made the prohibitions stricter. Member States generally follow the sectoral approach of the legislation and apply the requirements to the agri-food supply chain. When looking at the type of operators and the type of relationships affected by the legislative measures, the report notes that 14 Member States determined that the rules apply to relationships between suppliers and buyers of agricultural and food products at any stage of the supply chain. Regarding business size, all Member States, except two, refer to business size as a criterion for limiting the scope of application of the legislation. Most Member States chose to apply the rules to sale transactions in which either the supplier or the buyer, or both, are established in the EU, as set out in the Directive. Looking into the prohibited UTPs, all Member States used lists of prohibited practices and most of them followed the 'black' and 'grey' distinction. While distinguishing between the two, a few Member States moved one or more 'grey list' practices into the 'black list'. Relatively more common is the adding of additional practices to the 'black' and 'grey' lists. The [report](#) gives an overview of the state of play of the transposition and implementation of the Directive on UTPs in business-to-business relationships in the agricultural and food supply chain. It covers the scope of application, the UTPs prohibited and the enforcement mechanisms chosen by Member States. More information is available [here](#). (For more information: Miriam Garcia Ferrer – Tel.: +32 229 99075; Thérèse Lerebours – Tel.: +32 229 63303)

## **Turkey becomes associated to major EU programmes for research, innovation and education**

Today, the Commission signed an agreement with Turkey for tighter cooperation in EU research, innovation and education programmes. For the period 2021-2027, Turkey has been granted association status to [Horizon Europe](#), the EU research and innovation programme, [Erasmus+](#), the EU programme for education, training, youth and sport, and the [European Solidarity Corps](#). As a result, researchers, innovators, students, pupils, trainees, teachers, and young people established in Turkey can now participate under the same conditions as participants from EU Member States. Association to the research and innovation framework programme is the closest form of cooperation with countries outside the EU. Association to Horizon Europe supports the '[Global Approach to Research and Innovation](#)' and reconfirms Europe's commitment to a level of global openness needed to drive excellence, pool resources for faster scientific progress and develop vibrant innovation ecosystems. Association to Erasmus+ supports lifelong learning, educational, professional and personal development of people in education, training, youth and sport, in Europe and beyond, thereby contributing to sustainable growth, quality jobs, social cohesion and active citizenship. The European Solidarity Corps enhances the engagement of young people and organisations in activities as a means to contribute to strengthening cohesion, solidarity, democracy, by addressing societal and humanitarian challenges. Commissioner for Innovation, Research, Culture, Education and Youth, Mariya **Gabriel**, said: "I welcome Turkey to Horizon Europe, ERASMUS+ and the Solidarity Corps. The Turkish participation in the new generation of our EU programmes will further reinforce their capacities and support integration into the European Research Area and European Education Area."

More information is available [here](#). (For more information: Johannes Bahrke – Tel.: +32 229 58615; Sonya Gospodinova – Tel.: +32 229 66953; Marietta Grammenou – Tel.: +32 229 83583)

## **Sécurité: Rapport de la Commission sur l'application de la réglementation de l'UE sur les armes à feu**

La Commission a publié aujourd'hui un [rapport](#) sur l'application des règles de l'UE relatives à l'acquisition et à la détention d'armes à feu ([directive sur les armes à feu](#)). La directive a contribué à améliorer la traçabilité des armes à feu et l'échange d'informations entre les États membres. Elle contribue également à traiter la question de l'utilisation d'armes automatiques et de la réactivation des armes à feu neutralisées. Toutefois, à ce stade, seuls 10 États membres ont pleinement transposé les dispositions analysées dans le présent rapport, et la Commission a déjà engagé un certain nombre de procédures d'infraction depuis 2018 pour non-communication de la transposition des dispositions de la directive en droit national. La Commission a également relevé des cas de transposition incorrecte dans plusieurs États membres, ce qui signifie que les avantages de la directive ne peuvent être pleinement exploités. La Commission continuera à soutenir les États membres dans la mise en œuvre de la directive, notamment en organisant des ateliers sur la transposition ainsi que des réunions techniques avec des États membres spécifiques si nécessaire, et fera usage, le cas échéant, des pouvoirs qui lui sont conférés par le traité. Le rapport analyse également l'impact des nouvelles technologies telles que l'impression en 3D, l'utilisation des codes QR et de l'identification par radiofréquence (RFID). La directive sur les armes à feu régit l'acquisition, la détention et les échanges commerciaux d'armes à feu civiles (par exemple, les armes à feu utilisées pour le tir sportif et la chasse) au sein de l'UE. Elle fixe des normes minimales communes que tous les États membres doivent transposer dans leur législation nationale en matière d'armes. Les règles autorisent l'utilisation et la circulation licites des armes à feu tout en empêchant que ces dernières ne tombent entre de mauvaises mains, contribuant ainsi à briser les modèles économiques des criminels et à combattre la criminalité organisée. La Commission étudiera d'éventuelles mises à jour des règles, y compris la nécessité de règles spécifiques concernant l'acquisition de modèles pour l'impression en 3D d'armes par des marchands d'armes non autorisés. (Pour plus d'informations: Christian Wigand – Tél. + 32 229 62253; Laura Bérard – Tél.: + 32 229 55721; Ciara Bottomley – Tél.: + 32 229 69971)

## **Tourism: Bordeaux, Middelfart and Valencia are the winners of 2022 sustainable tourism awards**

Yesterday night, the Commission announced that Bordeaux (France) and Valencia (Spain) are the winners of the 2022 [European Capital of Smart Tourism](#) competition. Middelfart (Denmark) is the winner of the 2022 [European Destination of Excellence \(EDEN\)](#) competition. These two EU initiatives aim to celebrate destinations for their smart and sustainable tourism practices, as well as to promote the growth of said practices in Europe. The European Capital of Smart Tourism competition recognises outstanding achievements in four specific categories: accessibility, sustainability, digitalisation as well as cultural heritage and creativity. The European Destination of Excellence competition addresses smaller tourism destinations, which can showcase their outstanding achievements in sustainability and inspire other tourism destinations in their green transition. The competitions were open to destinations across both the EU, as well as the non-EU countries that take part in the [COSME programme](#). The winners will receive the official award at the Award Ceremony during the European Tourism Forum gala dinner on 16 November 2021, an event co-organised by the Slovenian Presidency of the Council of the EU together with the European Commission. To support the tourism sector, which was heavily hit by the crisis, the Commission is currently working on the co-creation of a transition pathway for a more resilient, sustainable and innovative tourism ecosystem. (For more information: Sonya Gospodinova – Tel.: +32 229 66953; Federica Miccoli – Tel.: +32 229 58300)

## **State aid: Commission approves €358 million Romanian scheme to support small and medium-sized enterprises active in sectors particularly affected by the coronavirus outbreak**

The European Commission has approved a €358 million (1.772 billion RON) Romanian scheme to support small and medium-sized enterprises ('SMEs') affected by the coronavirus outbreak and the restrictive measures that the Romanian government had to implement to limit the spread of the virus. The public support was approved under the State aid [Temporary Framework](#). Under the scheme, the aid will take the form of direct grants for investments in productive activities, up to a maximum amount of €1 million (4934.3 RON) per beneficiary. The scheme will be open to SMEs

active in sectors particularly affected by the coronavirus outbreak, such as processing industry, construction, wholesale and retail trade, repair of motor vehicles and motorcycles, transport and storage. In order to be eligible, companies must have been established in Romania by 31 December 2018 and must have recorded operating profits over 2019. The scheme is expected to benefit 4,000 companies. The Commission found that the Romanian scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. In particular, the aid (i) will not exceed €1.8 million per beneficiary; and (ii) will be granted no later than 31 December 2021. The Commission concluded that the measure is necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU and the conditions set out in the Temporary Framework. On this basis, the Commission approved the measure under EU State aid rules. More information on the Temporary Framework and other actions taken by the Commission to address the economic impact of the coronavirus pandemic can be found [here](#). The non-confidential version of the decision will be made available under the case number SA.100195 in the [State aid register](#) on the Commission's [competition](#) website once any confidentiality issues have been resolved. (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

### **State aid: Commission approves €36 million Bulgarian scheme to support the agricultural sector affected by the coronavirus outbreak**

The European Commission has approved a €36 million (BGN 72 million) Bulgarian scheme to support the agricultural sector affected by the coronavirus outbreak. The scheme was approved under the State aid [Temporary Framework](#). The public support will be open to farmers breeding large and small ruminants, bee keepers and fruit and vegetables growers. Under the scheme, the aid will take the form of direct grants. The measure aims at mitigating the liquidity shortages that the beneficiaries are facing due to the coronavirus outbreak and the consequent production costs increase. The Commission found that the Bulgarian scheme is in line with the conditions set out in the Temporary Framework. In particular, the aid (i) will not exceed €225,000 per beneficiary; and (ii) will be granted no later than 31 December 2021. The Commission concluded that the measure is necessary, appropriate and proportionate to remedy a serious disturbance in the economy of a Member State, in line with Article 107(3)(b) TFEU and the conditions set out in the Temporary Framework. On this basis, the Commission approved the measure under EU State aid rules. More information on the Temporary Framework and other actions taken by the Commission to address the economic impact of the coronavirus pandemic can be found [here](#). The non-confidential version of the decision will be made available under the case number SA.100255 in the [State aid register](#) on the Commission's [competition](#) website once any confidentiality issues have been resolved. (For more information: Arianna Podesta – Tel.: +32 229 87024; Giulia Astuti – Tel.: +32 229 55344; Maria Tsoni – Tel.: +32 229 90526)

## **ANNOUNCEMENTS**

### **La Commission célèbre les résultats de l'appel Horizon 2020 relatif au Pacte vert: 73 projets sélectionnés recevront 1 milliard d'euros**

La Commission célèbre aujourd'hui, lors d'un [événement](#) dédié, le lancement des 73 projets sélectionnés pour un financement au titre de [l'appel Horizon 2020 relatif au Pacte vert pour l'Europe](#), d'un montant de 1 milliard d'euros. Il s'agit du dernier appel lancé dans le cadre d'Horizon 2020, le programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2014-2020, qui marque une étape importante sur la voie de la réalisation des objectifs du [Pacte vert pour l'Europe](#). Il contribuera à la réponse de l'UE aux crises climatique et de la biodiversité, tout en accélérant une reprise juste et durable après la pandémie du coronavirus. Mariya **Gabriel**, commissaire chargée de l'innovation, de la recherche, de la culture, de l'éducation et de la jeunesse, s'est exprimée en ces termes: « Je remercie la communauté des chercheurs pour leur réponse enthousiaste à l'appel Horizon 2020 lancé dans le cadre du Pacte vert pour l'Europe. Ils s'engagent à trouver des solutions concrètes en vue d'une transition vers une société neutre pour le climat et d'une reprise durable. Je me réjouis des avantages concrets que les projets sélectionnés apporteront à la vie quotidienne des Européens. » La Commission a lancé l'appel en septembre 2020 en vue de mobiliser la communauté européenne de la recherche et de l'innovation, et de contribuer à l'une des priorités de la Commission. Il s'est axé directement sur les principales priorités du Pacte vert et a ouvert la voie à d'autres initiatives

connexes en matière de recherche et d'innovation dans le cadre d'[Horizon Europe](#), le programme de recherche et d'innovation de l'UE pour la période 2021-2027. Des informations plus détaillées sont disponibles [ici](#). (Pour plus d'informations: Johannes Bahrke – Tél.: +32 229 58615; Marietta Grammenou – Tél.: +32 229 83583)

### **Vice-President Schinas in Ukraine to participate in 'The Odesa Debate' and meet the Ukrainian Government and religious organisations**

Tomorrow, Margaritis **Schinas**, Vice-President for Promoting our European Way of Life, will be in Odesa to participate in 'The Odesa Debate', organised by the German Marshall Fund and the Bombouras Foundation. He will join the discussion on 'Ukraine@30 A Vision for a Peaceful and Prosperous Future' speaking alongside Dmytro Kuleba, Foreign Minister of Ukraine, and with Stanislav Rascan, acting Minister of Development and Cooperation of Slovenia. The debate will be streamed [live](#) at 8:15 CET. After the Conference, Vice-President **Schinas** will hold a bilateral meeting with Olha Stefanishyna, Deputy Prime Minister of Ukraine for European and Euro-Atlantic Integration. On Friday, 29 October, the Vice-President will be in Kyiv to visit the Babyn Yar memorial site. He will then meet with the leader of the unified Orthodox Church of Ukraine and with representatives of the All-Ukrainian Council of Churches and Religious Organisations. (For more information: Christian Wigand - Tel.: +32 229 62253; Katarzyna Kolanko - Tel.: +32 229 63444; Jördis Ferroli - Tel.: +32 229 92729)

### **Migration: launch of the OECD International Migration Outlook 2021**

Tomorrow, Commissioner for Home Affairs, Ylva **Johansson**, will deliver a speech on the occasion of the virtual launch of the Organisation for Economic Co-operation and Development's (OECD) International Migration Outlook 2021. The 2021 edition analyses recent developments in migration movements as well as labour market inclusion of migrants in OECD countries. The reports monitor policy changes in governance and integration and this report contains two special chapters on the fiscal impact of migration since mid-2000s and another on the causes and consequences of housing segregation. The Commissioner will join OECD Secretary-General Mathias Cormann as he presents the main findings of the report. Registration for the event is open to journalists [here](#). More information about the report can be found [here](#). (For more information: Christian Wigand — Tel. +32 229 62253; Laura Bérard - Tel.: +32 229 55721; Ciara Bottomley - Tel.: +32 229 69971)

### **Farm to Fork Strategy: Commissioner Kyriakides starts her Member States' tour in Cyprus**

On 29 October, Commissioner for Health and Food Safety, Stella **Kyriakides**, will be in Nicosia, Cyprus, where she will meet with the Minister of Agriculture, Rural Development and the Environment, Costas Kadis. Discussions will focus on the Farm to Fork Strategy, and the state of play of its implementation in Cyprus with regard to the use of pesticides, animal welfare, antimicrobial resistance, and the latest developments relating to Halloumi/Hellim. The meeting will be followed by a meeting with the Cyprus Chamber of Commerce, a visit of the Riverland bio farm and a dog care shelter in Kokkinotrimithia. Ahead of the visit, Commissioner **Kyriakides** said: "The Farm to Fork Strategy is our transformative vision on the way food is produced and consumed in the EU. The way we produce, distribute and consume food needs to change. Our health is a continuum, across the human, animal, plant and planetary dimensions. I am looking forward to discussing how the EU can further support Cyprus' shift to a food system which is fairer, greener and more sustainable for everyone." These actions are part of the Commission's on-going efforts and Commissioner **Kyriakides**'s commitment to support the implementation of the [Farm to Fork Strategy](#) across the Member States. (For more information: Stefan De Keersmaecker – Tel.: +32 229 84680; Anna Wartberger – Tel.: +32 229 82054)

[Tentative agendas](#) for forthcoming Commission meetings

*Note that these items can be subject to changes.*

[Eurostat](#) press releases

**The Spokesperson's Service has re-opened the Berlaymont press room to a limited number of journalists. For more information, please see [here](#).**

MEX/21/5621